

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 29/01/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NDC FOUNDRY**

9 rue Pennevert  
ZI du Canal des Soeurs  
17300 Rochefort

Références : 0007204029/2026/37  
Code AIOT : 0007204029

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement NDC FOUNDRY implanté 9 rue Pennevert ZI du Canal des Soeurs 17300 Rochefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée à la suite d'un incident de fuite de fonte en fusion survenu le même jour.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NDC FOUNDRY
- 9 rue Pennevert ZI du Canal des Soeurs 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007204029

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NDC Foundry exploite une fonderie sur le site de Rochefort dont les principaux clients sont les équipementiers automobiles et hydrauliques. La fonte produite est une fonte grise lamellaire. Elle fonctionne 24h sur 24, 5 jours sur 7. Elle emploie 85 permanents et une dizaine d'intérimaires.

La direction du site a changé au 01/01/2023. L'ancien directeur reste président du groupe.

Un projet de modification des moyens de fusion est en cours : la première phase de travaux (automatisation du transport de métal en fusion) est réalisée.

Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n° 09 - 3019 du 10/08/2009 modifiant les prescriptions imposées à la société NDC Foundry implantée sur la commune de Rochefort et un arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022 relatif notamment aux quantités de déchets sur place.

*Un deuxième arrêté préfectoral complémentaire également en date du 22/04/2022 réglementera les installations à compter de la mise en service des fours électriques.*

Il est également à noter que par décision du Tribunal de commerce de la Rochelle du 24 juin 2025, la société est placée sous procédure de redressement judiciaire désignant pour administrateur judiciaire SELAS ARVA Administrateurs Judiciaires Associés et pour mandataire judiciaire SCP DELPHINE RAYMOND. En décembre 2025, la période d'observation a été renouvelée pour une période de 6 mois.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un déversement de fonte en fusion (env. 1200 °C) survenu au niveau de la poche mélangeuse a nécessité une intervention des secours pour la mise en sécurité rapide des équipements. L'incident n'a pas fait de blessés. Les dégâts constatés sur les équipements sont en cours d'évaluation, ainsi que l'analyse des causes et des conséquences. Cet incident est survenu dans une phase normale d'exploitation.

Les activités de fonderie sont à l'arrêt (l'exploitant estime à une semaine le temps de réparation) mais les activités de finition sont à ce stade maintenues.

Il a été demandé à l'exploitant de procéder à la télédéclaration de l'incident, intégrant le bilan des

premières actions mises en œuvre et l'analyse à chaud.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incidents ou d'accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.  La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.  <i>Conformément à l'article 8 du décret n° 2025-804 du 11 août 2025, ces dispositions, dans leur rédaction issue de l'article 5 du décret précité, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.</i>
<b>Constats :</b>  La production fonctionne avec 2 cubilots en alternance en 2x8 (poste du matin et poste le soir). La fonte en fusion est produite en continu et collectée dans la poche mélangeuse, d'une capacité de 3 tonnes. La face intérieure de la poche mélangeuse est tapissée de réfractaire sur une épaisseur d'environ 30 cm. Ponctuellement, le contenu de cette poche mélangeuse est versé dans la poche de transfert pour réaliser la distribution du métal en fusion au niveau des différents carrousels de moulage. Avec les premiers travaux de modernisation réalisés, cette poche de transfert est dorénavant positionnée sur un automate (automatisation du transport de métal en fusion), protégé par une grille pour interdire l'accès aux salariés pendant son fonctionnement.  Selon les informations de l'exploitant, pour des raisons indéterminées à ce stade, la poche mélangeuse s'est percée et de la fonte en fusion s'est déversée au sol et sur l'automate de transfert. L'exploitant suppose qu'un morceau de réfractaire s'est décroché, ce qui a mis en contact direct la fonte en fusion avec la paroi extérieure métallique de la poche mélangeuse, qui a

chauffé au rouge puis fondu sous l'effet de la chaleur de la fonte.  
Cela a créé un trou (diamètre de plusieurs cm) par lequel la fonte s'est déversée.  
L'exploitant estime qu'environ 500 t de fonte liquide se sont déversées au sol.  
L'automate (sur rails au sol) a été bloqué et une tonne de fonte s'est figée dans la poche de transfert.

Les cubilotiers sont intervenus avec 4 extincteurs pour éviter tout départ de feu et ont procédé aux coupures électrique et gaz ainsi qu'au défournement d'urgence. Au regard de la présence d'armoires électriques et du brûleur Gaz Naturel + Oxygène à proximité, les secours appelés pour éviter un sur-accident ont procédé au refroidissement rapide de la fonte déversée (engagement de 34 sapeurs-pompiers). Les salariés ont été évacués. Il n'y a eu pas de blessé.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que des salariés étaient en train de dégager la fonte figée au sol, dans les rails de l'automate et sur l'équipement. Des dégâts sont également constatés sur la structure métallique de l'automate.

Les délais de remise en service ne sont pas encore connus (refroidissement de la poche mélangeuse et de la poche de transfert, ainsi que démontage préalable nécessaires pour procéder aux vérifications et réparations).

À ce stade, l'exploitant estime à une semaine le délai de réparation.

Les activités de fonderie sont donc à l'arrêt mais les autres activités (tri, parachèvement, ...) sont maintenues pour traiter les en-cours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Comme demandé par courriel du 20/01/2026 et lors de la visite, l'exploitant déclare, dans les meilleurs délais, l'incident survenu.

Depuis le 1er janvier 2026, les exploitants doivent réaliser cette déclaration de manière dématérialisée sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939> .

Le cas échéant, l'exploitant met en œuvre les mesures de protection et de prévention identifiées lors de l'analyse de l'incident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours